

Document de travail¹

Table ronde 1 :

L'impact du changement climatique sur la mobilité humaine : entre action préventive, action humanitaire et développement²

Sommaire

1. Introduction	2
2. Principales questions – Établir le contexte.....	2
3. Principales considérations d'ordre politique.....	7
4. Des idées pour l'action : Améliorer les filières de migration régulière et les trajectoires de développement résilient au climat.....	11
5. Trois questions directrices pour les débats de la TRG.....	16
6. Annexes	18

¹ Le présent document de travail présente les domaines de discussion de la Table ronde 1 (TR1) du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) - L'impact des changements climatiques sur la mobilité humaine : entre action préventive, action humanitaire et développement. Il a été rédigé en consultation avec les membres de la TR1 par l'Organisation internationale pour les migrations Ileana Sinziana (en qualité de rédactrice), sous la direction des coprésidents, l'Argentine, les Fidji (Anare Leweniqila) et le Mécanisme de la société civile du FMMD (Colin Rajah, Elana Wong). Veuillez noter que le contenu de ce document ne reflète pas nécessairement les opinions et les positions officielles de la rédactrice, de la présidence du FMMD ou des gouvernements ou organisations internationales associés au processus du FMMD.

Avec les contributions (40) de : (Gouvernement d') Australie, (Gouvernement de) Belgique, Camões - Instituto da Cooperação e da Língua, (Gouvernement du) Canada, (Gouvernement de) Equateur, Commission européenne, FAO, (Gouvernement de) France, L'Interface des Entreprises du FMMD, Mécanisme du FMMD pour la société civile, Mécanisme du FMMD pour les maires, (Gouvernement du) Canada, Forum mondial de recherche sur la diaspora et le transnationalisme (GRFDT), (Gouvernement du) Guatemala, Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), OIE, Fonds international des Nations unies pour le développement agricole (FIDA), OIT, OIM, Plateforme Migration Jeunes et Enfants (MYCP), Centre de migration mixte (MMC), OCDE, Plate-forme sur les déplacements liés aux catastrophes (PDD), Secours Catholique - Caritas France, Secours Islamique, (Gouvernement de) Suisse, Centre de solidarité, Confédération syndicale internationale (CSI), Association des ONG des îles du Pacifique (PIANGO), The Populace Foundation International (TPFI), (Gouvernement de) Türkiye, (Gouvernement du) Royaume-Uni, PNUD, Fonds des Nations Unies pour la population, HCR, (Gouvernement des) Etats-Unis, Welcoming America (initiative Welcoming International), Women in Migration Network (WIMN), (Gouvernement du) Zimbabwe.

² Ces traductions ne sont pas encore considérées comme officielles. Elles sont mises à disposition à titre informatif en attendant la révision de la Présidence. Des ajustements peuvent être apportés ultérieurement.

1. Introduction

La mobilité humaine a toujours été liée à l'environnement. Qu'il s'agisse d'éleveurs voyageant avec leur bétail à la recherche de meilleurs pâturages ou de personnes déplacées par des catastrophes, l'environnement a joué un rôle dans la décision des gens de migrer depuis des siècles. Cependant, les changements climatiques exacerbent indubitablement la fréquence et l'intensité des événements et des processus, qu'ils soient larvés ou soudains ; ils menacent les acquis du développement durable et influencent les schémas de mobilité humaine partout dans le monde.

Comme le rappelle le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la marge de manœuvre pour une action décisive est étroite si nous voulons garantir un avenir viable et durable pour tous. Les migrations peuvent jouer un rôle important en offrant aux populations une stratégie d'adaptation aux changements climatiques tout en assurant une croissance économique durable.

L'intégration réussie de la migration comme l'une des multiples stratégies clés d'adaptation dépend de filières de migration sûres et régulières et d'un développement résilient au climat. Pour cela, il faut des données adéquates ainsi que des ressources financières accrues afin de répondre à l'ampleur et à l'urgence des besoins. La mise en œuvre du *Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières*, du *Programme de développement durable à l'horizon 2030*, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'*Accord de Paris*, ainsi que du *Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe*, est essentielle pour faire face à la mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.

Le présent document a pour vocation de soutenir les discussions de la table ronde 1 du Sommet 2024 du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD) sur la thématique de la mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Il s'appuie sur l'évolution de cette thématique au fil des sessions du FMMD, depuis sa première édition en 2007, ainsi que sur la pléthore de discussions politiques et de recherche connexes (voir l'annexe sur l'historique des thèmes du FMMD, et sur une bibliographie thématique). Il a été également enrichi par de multiples consultations et contributions écrites dans le cadre du processus du FMMD 2022-2024 (novembre 2022, avril 2023, octobre 2023) et deux ateliers thématiques du FMMD sur « L'impact des changements climatiques sur la migration de main-d'œuvre » (29 mars 2023), et sur « Le climat et la mobilité humaine » (28 juin 2023) (voir l'annexe sur les résumés des conclusions du FMMD).

2. Principales questions – Établir le contexte

Les gens se sont toujours déplacés en fonction de l'environnement ; cependant, les impacts des changements climatiques sur la mobilité humaine sont une réalité croissante et documentée dans le

monde entier. Le GIEC a expliqué dans son premier rapport en 1990, et réaffirmé dans son dernier rapport de 2022, que les changements climatiques agissent comme un multiplicateur de risques, augmentent l'intensité et la fréquence des catastrophes soudaines et larvées et interagissent avec d'autres facteurs sociaux et économiques, façonnant ainsi la mobilité humaine.

Le rapport de synthèse du bilan mondial dans le cadre de l'Accord de Paris (2023) montre que le **monde est en retard** vis-à-vis de l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Alors que les changements de température affectent la productivité agricole et que l'élévation du niveau de la mer rend des territoires inhabitables, les communautés déjà vulnérables seront de plus en plus menacées, à l'instar des petits États insulaires exposés à des risques particuliers (Rapport 1,5 du GIEC). Ainsi, un plus grand nombre de communautés déjà touchées aujourd'hui atteindront les limites extrêmes de l'adaptation au cours de leur existence.

Les liens complexes entre les déplacements, les migrations et les relocalisations planifiées, d'une part, et les catastrophes, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement, d'autre part

Les solutions durables, fondées sur les droits et à long terme pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (ou déplacés internes) restent importantes pour les efforts de développement. Quelque 8,7 millions de déplacés internes se trouvaient en situation de déplacement prolongé en raison d'une catastrophe à la fin de l'année 2022, tandis que 32,6 millions de personnes ont été déplacées en raison d'une catastrophe en 2022 (Rapport 2023 IDMC- l'Observatoire des situations de déplacement interne). En moyenne, entre 2008 et 2022, quelque 25 millions de nouveaux **déplacements internes liés à des catastrophes** ont eu lieu chaque année (IDMC, 2023). Les mouvements internes sont appelés à augmenter dans le contexte actuel. Selon les estimations, 216 millions de personnes pourraient devenir des **migrants internes liés aux changements climatiques** d'ici 2050, dans six régions du monde (Banque mondiale, 2022). Ce nombre pourrait être réduit de 40 %, à 86 millions, si des mesures accélérées en faveur du climat et du développement sont prises (Banque mondiale 2022).

Les stratégies de relocalisation planifiée, lorsque l'on en fait usage, ne sont durables que si elles sont élaborées de manière proactive avec les communautés touchées et si elles sont considérées comme une mesure de dernier recours. Ces options sont devenues plus importantes, des recherches récentes ayant identifié des cas de relocalisation planifiée dans toutes les régions habitées et dans 75 pays et territoires (PDD 2021, OIM 2021). Les gouvernements peuvent entreprendre une relocalisation comme mesure d'anticipation lorsque les dangers menacent de rendre certaines zones inhabitables, réduisant ainsi les risques de catastrophe. Bien que cette mesure puisse également constituer une stratégie d'adaptation efficace, elle ne peut aboutir à des résultats souhaitables que si elle est conçue et mise en œuvre en étroite consultation et en partenariat avec les communautés touchées, compte tenu de leurs moyens de subsistance et de leurs priorités socioculturelles.

La migration de main-d'œuvre est importante pour renforcer la résilience climatique des États et des communautés et pour les aider à s'adapter. La migration de main-d'œuvre permet aux personnes touchées par les effets des changements climatiques de diversifier leurs sources de revenus et de renforcer leur résilience. Pour ce faire, des travailleurs qualifiés sont nécessaires, et des études

montrent que la demande dépasse l'offre en matière de compétences vertes. Cette pénurie de compétences vertes existe à tous les niveaux et touche les employeurs dans toutes les régions du monde. Des efforts doivent être déployés pour mieux anticiper les compétences nécessaires à une transition juste et pour doter les travailleurs de ces compétences.

Les envois de fonds et les investissements de la diaspora peuvent également favoriser la résilience des communautés d'origine et d'accueil. Des recherches récentes indiquent que les familles qui reçoivent des fonds sont plus susceptibles d'adopter des stratégies qui favorisent la résilience climatique tant dans les activités agricoles que non-agricoles (FIDA 2020, FIDA 2022). Ces stratégies vont de la diversification des activités productives à l'utilisation accrue des services financiers. Toutefois, pour que ces effets positifs se fassent sentir, la migration de main-d'œuvre doit s'effectuer par des filières régulières et fondées sur les droits, garantissant un recrutement équitable et un travail décent pour les travailleurs migrants.

Les migrations, si elles sont sûres et régulières, peuvent jouer un rôle important dans les efforts déployés pour parvenir à une croissance économiquement durable et soutenir une **transition juste**. Une transition juste peut être comprise comme un processus qui « consiste à promouvoir des économies écologiquement durables qui soient inclusives en créant des possibilités de travail décent et en réduisant les inégalités, sans que personne ne soit laissé de côté. » ([ILC.111/Compte rendu n° 7A](#)). Les changements climatiques affectent les marchés et les besoins en compétences, ce qui a un impact sur la stabilité de l'emploi pour les **jeunes** d'aujourd'hui et les générations futures. L'absence de dialogue social entre les gouvernements, les employeurs et les travailleurs, dans le cadre de la détermination des filières de migration de main-d'œuvre, ainsi que les effets cumulés de la rigidité des marchés du travail, des pénuries de compétences, du manque de reconnaissance des compétences et de la diminution de la main-d'œuvre dans de nombreux pays, posent des défis à une transition juste. **Les partenariats et une collaboration multipartite pourraient donc s'avérer essentiels pour développer la résilience en matière de travail et d'emploi.**

Le pastoralisme et d'autres stratégies d'adaptation basées sur les ressources ont fait l'objet d'une attention particulière. Le pastoralisme reste l'une des stratégies d'adaptation les plus fondées sur les ressources et se retrouve sur tous les continents, des zones arides d'Afrique et de la péninsule arabique aux hauts plateaux d'Asie et d'Amérique latine. Cependant, les changements environnementaux compromettent les modèles habituels de mobilité des éleveurs qui sont tributaires de moyens de subsistance (OIM 2019). Étant donné que les éleveurs ont peu d'options et peu d'accès à la diversification des revenus, leur vulnérabilité aux changements climatiques et aux conflits intercommunautaires s'est accrue ces dernières années.

Les facteurs structurels jouent un rôle dans le lien entre mobilité et environnement

Les effets des changements climatiques accélèrent les tendances actuelles à l'urbanisation, c'est-à-dire la migration des zones rurales vers les zones urbaines. Les personnes qui se déplacent dans le contexte des effets néfastes des changements climatiques s'installent principalement dans les villes, qui sont déjà la principale destination des migrants internationaux et internes et qui abritent 70 % des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et des apatrides dans le monde (MMC 2022). Par exemple, la population de Freetown pourrait doubler au cours des dix prochaines années,

en grande partie en raison de la migration induite par le climat depuis les zones rurales de la Sierra Leone ; Dhaka North accueille déjà près de 2 000 personnes chaque jour, en grande partie en raison des événements climatiques qui frappent d'autres régions du Bangladesh ; tandis qu'en Amérique latine, les changements climatiques, à eux seuls, pourraient pousser plus de 10 millions de personnes vers les villes mexicaines et d'Amérique centrale d'ici à 2050 (MMC 2022). La population mondiale continuera à s'urbaniser au cours des trois prochaines décennies pour atteindre 68 % en 2050 (UN Habitat), ce qui exposera davantage les populations à des risques de catastrophe plus élevés et donc à des déplacements. Près de 84 % des villes à la croissance la plus rapide sont confrontées à des risques de catastrophes extrêmes, la grande majorité d'entre elles se trouvant en Asie et en Afrique (PNUD). De nombreuses villes à haut risque sont non seulement situées dans des pays confrontés à des difficultés en matière de développement, tels que les pays les moins avancés, les pays à faible revenu et les petits États insulaires en développement, mais elles font face également à d'énormes déficits de gouvernance et à d'extrêmes limitations de ressources.

L'insécurité humaine, y compris la destruction des moyens de subsistance, la remise en cause de la culture et de l'identité et l'augmentation des déplacements, est et continuera d'être un défi majeur à la capacité des États à fournir des conditions stables (GIEC 2014). À titre d'exemples, l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière et l'acidification des océans, entre autres, constituent des menaces existentielles pour certains États insulaires, menaçant leurs populations de **déplacement** et d'**apatridie** potentielle. De tels phénomènes peuvent également conduire à des conflits nouveaux ou ravivés découlant de revendications territoriales et maritimes. Dans des situations déjà conflictuelles ou des contextes fragiles, les changements climatiques exacerbent également les risques d'instabilité.

En outre, la **sécurité alimentaire** est intrinsèquement liée à l'environnement et à la migration, étant à la fois une cause et un effet. En 2022, l'insécurité alimentaire a été aggravée à l'échelle mondiale par les effets conjugués des conflits, des catastrophes et des déplacements (IDMC 2023). Les communautés qui dépendent de moyens de subsistance sensibles au climat pour leur alimentation et leurs revenus, principalement dans les zones rurales, sont particulièrement vulnérables à cette situation, notamment en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique. Les **moyens de subsistance** sont également affectés indirectement, car les entreprises des secteurs clés de l'économie sont touchées par les effets négatifs des changements climatiques. La viabilité des entreprises est essentielle pour garantir la viabilité des économies locales confrontées aux changements climatiques et pour répondre à la demande du marché du travail et aux compétences requises d'urgence pour une transition juste. La mise en place d'un environnement propice aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME), peut faciliter, accélérer et inciter les entreprises résilientes et durables à rester chez elles. Cela facilitera également la production de biens et de technologies verts.

Les effets combinés des changements climatiques et de la mobilité humaine sur la santé sont souvent dramatiques pour les populations en déplacement, tout en apportant des opportunités et des défis aux communautés d'accueil. Les changements climatiques constituent la plus grande menace sanitaire mondiale, car ils affectent directement la santé par les vagues de chaleurs, les sécheresses et les fortes tempêtes, et indirectement par la propagation accrue des maladies à transmission vectorielle et hydrique, l'insécurité alimentaire et hydrique et la sous-nutrition.

Les femmes, les enfants, les jeunes, les peuples autochtones, les personnes âgées, les personnes handicapées et les membres de la communauté LGBTQIA+ sont touchés de manière disproportionnée par les effets néfastes des changements climatiques en raison de l'aggravation de situations préexistantes de vulnérabilité et de marginalisation. Tant pour les personnes qui restent que pour celles qui se déplacent, les différents niveaux d'accès à l'information, aux ressources et aux opportunités avant, pendant et après les déplacements continuent d'exacerber les inégalités et les risques disproportionnés. Les **femmes**, par exemple, peuvent être confrontées à une pléthore de facteurs accablants résultant de l'absence de protection sociale et juridique, ce qui, à son tour, intensifie les expériences genrées de la pauvreté, de la discrimination et des inégalités. De nombreux représentants de ces communautés sont des agents de changement, mais leur rôle n'est toujours pas reconnu et ils n'ont pas accès à des ressources sûres qui tiennent compte de l'intersectionnalité. Par exemple, l'implication directe des **jeunes autochtones** dans la conception et la mise en œuvre de stratégies de résilience et d'adaptation au climat, ainsi que la reconnaissance de leurs connaissances traditionnelles et de leurs pratiques durables peuvent s'avérer essentielles pour faire face aux changements climatiques.

Les données et les éléments probants sur le nexus mobilité-environnement sont limités et doivent être renforcés

Nos connaissances en matière de mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement présentent encore plusieurs lacunes, qui sont importantes tant au niveau de la planification des politiques que des réponses opérationnelles. Elles découlent principalement d'un manque de collecte et d'analyse de données standardisées sur la mobilité humaine, de problèmes de coordination entre les acteurs des migrations et de l'environnement, et de la complexité de phénomènes multi-causaux tels que la mobilité humaine et les changements climatiques. Les tendances ci-dessus montrent l'évolution de la recherche sur ce sujet, mais aussi la nécessité de disposer de données et d'éléments probants plus nombreux et de meilleure qualité sur le sujet.

Tout d'abord, il est nécessaire de disposer de données solides sur l'ampleur, la durée et la gravité de la mobilité humaine actuelle dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. En particulier, nous devons mieux comprendre l'impact des déplacements sur les acquis et les trajectoires de développement des pays touchés, ainsi que les conditions et les critères permettant de déterminer si une personne a bénéficié sur le long terme de solutions durables. Nous devons également mieux évaluer l'impact des processus à évolution lente sur la mobilité humaine, y compris pour les moyens de subsistance en milieu rural, et identifier les pertes et les préjudices associés à ces mouvements. Nous avons également besoin de plus de données sur l'impact des changements climatiques avant, pendant et après la migration sur la vie des femmes, des enfants, des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des membres de la communauté LGBTQIA+, et sur les personnes déjà déplacées telles que les réfugiés et les déplacés internes.

Nous devons également en savoir davantage sur les futurs modèles de mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Les modèles actuels qui tentent de prédire ces mouvements sous-tendent certaines déclarations

générales sur les effets du climat sur la mobilité humaine (OIM 2023). Toutefois, un examen récent des « modèles de mobilité climatique » indique que les résultats ne peuvent pas encore éclairer de manière fiable les décisions politiques liées aux migrations futures, y compris pour les questions relatives aux marchés du travail, au développement régional, à la politique frontalière, à la protection et à l'assistance des migrants (OIM 2023). Pour améliorer nos projections, nous devons promouvoir le développement de modèles utilisant des méthodes de pointe, combinées à des protocoles de modélisation standardisés qui tiennent compte de la grande complexité des processus migratoires.

Il est nécessaire de disposer d'éléments probants sur l'impact des filières de migration régulière dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Des informations devraient être collectées et analysées sur les types de filières de migration régulière et leur impact sur le développement et les droits, y compris l'impact sur la réduction du risque d'exploitation et de traite des êtres humains. Il serait utile d'évaluer les couloirs de migration les plus stratégiques pour ouvrir des voies sûres, régulières et ordonnées en lien avec les secteurs du travail les plus touchés et les régions les plus vulnérables aux catastrophes, aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement. En outre, l'analyse de l'engagement et des contributions des migrants dans les secteurs et professions verts, ainsi que de la manière dont les efforts d'atténuation des effets du climat peuvent affecter les futurs flux migratoires de main-d'œuvre, les besoins en compétences et les conditions d'emploi et de travail des travailleurs migrants, fait également largement défaut.

Enfin, il est de plus en plus nécessaire de mieux comprendre le profil des personnes en déplacement dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Cela permettrait aux services d'immigration de mieux évaluer les flux migratoires et de préparer la législation en la matière. Disposer de plus d'informations sur les compétences des migrants permettrait également de garantir leur accès au marché du travail.

3. Principales considérations d'ordre politique

Des progrès ont été enregistrés dans l'élaboration et la mise en cohérence des politiques relatives aux filières de migration régulière ainsi qu'en matière de développement résilient aux changements climatiques

Avec plus de 30 ans d'éléments probants, la politique internationale reconnaît désormais les liens entre la mobilité humaine et l'environnement dans les principaux secteurs politiques. Le FMMD a discuté de ce sujet depuis sa première édition en 2007 à Bruxelles, en Belgique, et a continué depuis sur cette lancée, abordant les multiples facettes de la mobilité humaine liée à l'environnement et dans un contexte de développement (OIM 2018, voir l'encadré en annexe).

Dans le domaine des migrations, le **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières** (ou Pacte mondial sur les migrations) **de 2018**, premier cadre international global de gouvernance des migrations, a vu les États s'engager à lutter contre les catastrophes, les effets néfastes des changements climatiques et la dégradation de l'environnement en tant que facteurs de migration (objectif 2) et à renforcer les filières de migration régulière dans le contexte d'événements et de processus soudains ou larvés (objectif 5). Lors du **Forum d'examen des migrations internationales de**

2022, qui a suivi les progrès réalisés dans le cadre du Pacte mondial sur les migrations, les États ont réitéré ces engagements et reconnu qu'une action accélérée était nécessaire pour lutter contre les changements climatiques en tant que facteur de migration, pour développer des filières de migration régulière et pour établir des indicateurs de réussite de cette action. Les États se sont également engagés à mettre en œuvre le Pacte mondial sur les migrations en pleine cohérence avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (objectif 23).

En complément au Pacte mondial sur les migrations, le **Pacte mondial sur les réfugiés** reconnaît que les causes profondes des mouvements de réfugiés interagissent avec les préoccupations environnementales liées au climat et aux catastrophes. Cela souligne la nécessité de réduire les risques de catastrophe et de s'adapter aux changements climatiques dans le contexte de l'accueil de réfugiés, en plus des besoins de protection. En outre, le **Nouvel Agenda pour la paix** adopté en 2023 reconnaît les liens entre l'urgence climatique, l'instabilité et les déplacements. Il appelle à des investissements liés au climat dans les contextes de conflits afin de réduire les effets aggravants des changements climatiques.

Le **Programme d'action du Secrétaire général des Nations Unies sur les déplacements internes** vise à mieux résoudre, prévenir et traiter les crises de déplacement interne, y compris dans le contexte de catastrophes et de changements climatiques. Il adopte une approche intégrée, combinant le développement, la consolidation de la paix, les droits humains, l'action climatique et les efforts de réduction des risques de catastrophe. La priorité accordée à la prévention et à la résolution des déplacements par le biais d'efforts de développement présente un intérêt particulier pour le FMMD.

Dans le domaine de l'environnement, l'adoption de l'**Accord de Paris** de 2015 **dans le cadre de la CCNUCC** a constitué une étape historique pour la décarbonisation et a été le premier accord sur le climat à reconnaître les droits humains des migrants. Trois ans plus tard, en 2018, les Parties à la CCNUCC sont allées plus loin et ont accueilli favorablement les recommandations du Groupe de travail sur le thème du déplacement de population en faveur d'approches intégrées visant à prévenir, réduire et faire face aux déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques. Lors de la 27^e Conférence des Parties (COP27) à la CCNUCC en 2022, les Parties ont pris des décisions relatives à plusieurs domaines liés à la mobilité humaine (mise en œuvre, pertes et préjudices, adaptation, financement). En particulier, la [décision](#) de la COP27 de mettre en place des modalités de financement pour répondre aux pertes et préjudices, associés aux effets néfastes des changements climatiques, y compris l'accent particulier mis sur le traitement des pertes et préjudices, à laquelle s'ajoute la décision historique de la COP28 sur l'opérationnalisation des nouvelles modalités de financement, et le fonds, permettant de faire face aux pertes et préjudices, a créé une opportunité potentielle de soutenir un financement climatique plus adéquat et plus prévisible pour la mobilité humaine.

En outre, lors de la 15^e conférence des parties (COP15) de la **Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification**, les États ont de nouveau reconnu que la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse étaient des facteurs de migration forcée et [ont décidé](#) de s'attaquer aux

facteurs de migration par le biais d'une gestion durable des terres, de la restauration des sols ainsi que d'emplois verts et de moyens de subsistance pour les populations vulnérables.

Le **Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe** reconnaît que le déplacement est une conséquence des catastrophes et appelle à des approches de réduction des risques de catastrophe centrées sur les personnes. La Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe de 2022 (GP22/GPDRR), qui est le forum de suivi de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai, a réitéré ce point et a **recommandé** que les risques de déplacements soient traités et pris en compte dans les politiques et les stratégies de réduction des risques de catastrophe.

Le **Nouveau Programme pour les villes (2017)** reconnaît le rôle des migrants dans les économies urbaines et les défis que les changements climatiques posent aux villes. Il appelle au respect des droits humains des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et soutient l'accès au financement climatique pour les villes afin de soutenir l'action climatique urbaine, qui peut améliorer les conditions des personnes en déplacement dans les villes.

Tous les cadres d'action susmentionnés sont chapeautés par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD), qui consacrent le principe de ne laisser personne de côté. Les liens entre la mobilité et l'environnement ne sont pas directement abordés par les ODD. Néanmoins, plusieurs ODD sont pertinents pour le sujet : l'ODD 8 (sur le travail décent et la croissance économique), l'ODD 10 (sur la réduction des inégalités) et, plus spécifiquement, la cible 10.7 (faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées), l'ODD 11 (sur les villes et communautés durables), l'ODD 13 (sur l'action climatique) et l'ODD 17 (sur les partenariats pour la réalisation des ODD).

Des progrès politiques ont également été réalisés au niveau **régional**. Le Cadre régional du **Pacifique** sur la mobilité climatique, la Déclaration ministérielle de Kampala sur les migrations, l'environnement et les changements climatiques pour les **États de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique**, le Document de travail de l'**Union européenne** sur la gestion des déplacements et des migrations liés aux catastrophes, aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement, et les Lignes directrices régionales des **Amériques** en Amérique centrale et en Amérique du Sud, respectivement, figurent parmi les plus avancés. Les politiques **régionales de libre circulation** sont également de plus en plus adaptées pour répondre aux mouvements de population dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, à l'instar du nouveau Protocole de libre circulation de l'**IGAD**, alors que d'autres sont utilisées depuis des décennies dans ce contexte, comme les accords de libre circulation de la **CEDEAO**, de l'**UE** ou des **quatre pays d'Amérique centrale**. En outre, des politiques de gestion du **pastoralisme transhumant** sont déjà en place dans certaines régions, comme la **CEDEAO** et l'**IGAD**, et contribuent à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance durables et au développement économique dans le contexte de l'environnement.

Au niveau **national**, les pays ont pris en compte le nexus mobilité-environnement dans divers cadres politiques et juridiques, notamment en ce qui concerne les migrations, les déplacements internes de

personnes, les changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe et le développement.

En ce qui concerne les filières de migration régulière, par exemple, l'Italie, la Suisse et les États-Unis ont mis en place **un statut de protection temporaire** pour les personnes confrontées à des catastrophes dans leur pays d'origine. D'autres pays envisagent d'étendre les programmes de **migration de main-d'œuvre** existants aux migrations circulaires et saisonnières dans le contexte des catastrophes et des changements climatiques aussi, comme c'est le cas dans le Pacifique entre Tuvalu et l'Australie. Plusieurs pays ont également élaboré des politiques spécifiques en matière de mobilité humaine et d'environnement, comme les Fidji et les Îles Salomon pour la **relocalisation planifiée**, le Bangladesh et Vanuatu pour la **gestion des déplacements internes dus aux catastrophes**, ou encore le **visa humanitaire** de l'Argentine et du Brésil accordés aux ressortissants de certains pays déplacés à la suite de catastrophes. Certains pays ont également élaboré et mis en œuvre des mesures pour les **migrants pris dans des catastrophes**, conformément aux *lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle* (lignes directrices MICIC).

Plusieurs autres processus sont en cours à tous les niveaux, tels que le projet de loi colombien sur les migrations climatiques, l'extension de la déclaration de Kampala au continent africain, l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur les obligations des États en matière de changements climatiques, l'avis consultatif de la Cour interaméricaine des droits de l'homme sur l'étendue des obligations des États pour répondre à l'urgence climatique, y compris ses effets sur la mobilité humaine, ou la norme régionale contraignante du MERCOSUR dans le cadre de la discussion sur les déplacements en cas de catastrophe.

En ce qui concerne le développement résilient au climat, de nombreux pays ont intégré des considérations relatives à la migration dans leurs **politiques nationales relatives aux changements climatiques** (PNA - Plans nationaux d'adaptation, CDN - Contributions déterminées au niveau national), telles que les PNA de Fidji, de l'Éthiopie et du Guatemala et les CDN de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Vanuatu et du Zimbabwe, ou dans leurs **plans et stratégies de réduction des risques de catastrophe**. De nombreux **plans de développement** nationaux prennent également en compte les implications de la mobilité humaine liée à l'environnement, notamment les **plans de prospérité climatique** du Bangladesh et du Sri Lanka, dans le cadre du Forum sur la vulnérabilité climatique (CVF). Dans d'autres pays, les **migrants sont le moteur de l'action climatique**, comme les migrants de retour qui travaillent dans l'agroécologie et l'agroforesterie au Sénégal (OIM, 2023c), et les personnes déplacées au Cameroun et en République centrafricaine qui s'engagent dans la gestion durable des terres et de l'agro-pastoralisme (Projet I Yeke Oko).

Dans l'ensemble, comme le souligne un examen récent des instruments existants relatifs à la mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, des politiques ont été élaborées, mais elles sont inégales d'un pays et d'une région à l'autre, et la plupart d'entre elles se sont concentrées sur les facteurs déterminants plutôt que sur la facilitation de la mobilité humaine, c'est-à-dire sur les filières régulières (PDD OIM, 2022). Le rapport souligne également que le passage de l'élaboration des politiques à leur mise en œuvre n'en est qu'à ses débuts et qu'il convient de redoubler d'efforts pour passer à l'action. Il est **clairement nécessaire**

d'améliorer la disponibilité et la flexibilité des filières dans les zones et les régions déjà confrontées aux limites de l'adaptation.

Enfin, la **cohérence des politiques** progresse également. La **base de données CLIMB sur la mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement** (UNNM, 2023) compile plus de 1 578 instruments de politique nationale dans 172 pays et plus de 230 instruments bilatéraux et/ou régionaux de politique (entre 140 et 2022) dans les secteurs de la mobilité humaine, des catastrophes, des changements climatiques et du développement durable. Cette base de données montre que les références et les dispositions relatives aux dimensions distinctes de la mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement sont de plus en plus nombreuses dans les diverses politiques existantes.

Il est cependant possible de faire davantage pour renforcer la cohérence des politiques. Les États membres du FMMD ont des opportunités à saisir à cet égard, notamment pour : contribuer aux examens régionaux du Pacte mondial sur les migrations en 2024 et s'appuyer sur les résultats du Forum mondial sur les réfugiés de 2023 ; s'appuyer sur les décisions clés de la COP28 de la CCNUCC relatives aux pertes et préjudices, l'objectif mondial sur l'adaptation et le bilan mondial prévu dans l'Accord de Paris, et contribuer à la COP29 de la CCNUCC ; contribuer au Sommet du futur, à la seizième session de la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP 16) à Riyad, à la 8^e session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, ainsi qu'au cinquième Forum mondial des Nations Unies sur les données, qui se tiendront tous en 2024.

4. Des idées pour l'action : Améliorer les filières de migration régulière et les trajectoires de développement résilient au climat

Conformément aux faits et chiffres clés présentés et à l'élaboration des politiques à ce jour, deux grandes priorités se dégagent : la **nécessité de poursuivre l'élaboration** et la **mise en œuvre de politiques inclusives sur les filières de migration régulière et les trajectoires de développement résilient au climat**. Ces priorités sont conditionnées par la résolution de certaines des lacunes en matière de données et d'éléments probants mentionnées plus haut, ainsi que par la disponibilité de ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates.

L'élaboration et la mise en œuvre de politiques sur les filières de migration régulière et de développement résilient aux changements climatiques doivent être accélérées pour répondre à l'ampleur des besoins

Dans le cadre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, les États se sont engagés à assurer la protection des migrants et de leurs droits par le biais de **filières de migration régulière**, y compris des possibilités nouvelles et élargies d'admission et de séjour. De nombreux migrants n'ont pas accès aux options de migration régulière, mais sont contraints de quitter leur pays d'origine en raison de catastrophes, des effets néfastes des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, ainsi que du manque d'accès aux droits, de la séparation d'avec leur famille, de la violence sexiste et des inégalités. Avec les effets négatifs croissants des changements

climatiques et de la dégradation de l'environnement qui s'ajoutent aux impacts existants des aléas naturels, de plus en plus de personnes pourraient se trouver contraintes de quitter leur domicile et donc avoir besoin de filières sûres et régulières.

Comme l'explique le Réseau des Nations Unies sur la migration dans sa *Note d'orientation sur les filières d'admission et de séjour régulières pour les migrants en situation de vulnérabilité* (2021) et en s'appuyant sur les conclusions du FMMD, « Donner aux migrants la possibilité d'accéder à l'entrée et/ou au séjour par des voies régulières a pour effet de réduire leur besoin de quitter leur pays et de vivre et de travailler dans des conditions dangereuses. Les filières régulières contribuent à réduire le risque que les migrants tombent en proie à la violence sexuelle et sexiste, aux mauvais traitements, à l'exploitation et à l'exclusion ; elles garantissent la protection de leurs droits humains, notamment les droits du travail et les droits au travail décent et à la protection sociale, ainsi que leur accès aux services, tout en facilitant leur intégration dans la communauté du pays de destination. Les filières de migration régulière sont dans l'intérêt de tous les pays, car elles les aident à construire des communautés fortes ; contribuent au développement durable ; répondent aux besoins du marché du travail ; renforcent la capacité des pays à identifier les personnes qui entrent, transitent et demeurent sur leur territoire ; soutiennent l'État de droit en réduisant la traite d'êtres humains et les autres formes d'exploitation ; et mettent un frein au trafic illicite de migrants à travers les frontières. (...) Élargir la disponibilité des filières d'admission et de séjour sur la base de la migration de travail, du regroupement familial, de l'éducation et d'autres considérations, et travailler à améliorer leur viabilité à long terme sont des moyens efficaces d'empêcher les migrants de tomber dans des situations de vulnérabilité ", notamment en raison de catastrophes, des effets néfastes des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.

À ce titre, **les États devraient développer et renforcer les pratiques locales, nationales et régionales existantes en matière d'admission et de séjour sur la base de considérations humanitaires et fondées sur les droits.** Les filières de migration régulière sont des mécanismes juridiques, politiques et/ou administratifs qui permettent de voyager, d'être admis et/ou de séjourner régulièrement sur le territoire d'un État (que l'entrée initiale ait été régulière et/ou temporaire) (UNNM, 2021). Il s'agit notamment des programmes de migration de main-d'œuvre à moyen et long terme avec des voies vers un statut permanent, des permis de résidence et de travail temporaires ou permanents, des certificats de transhumance/pastoralisme, des accords de libre circulation, des statuts de protection temporaire, des visas humanitaires à long terme, des visas d'étudiant et de regroupement familial, du parrainage privé, des politiques de non-retour dans le contexte de catastrophes soudaines, et de l'ajustement, de l'extension ou de la régularisation du statut migratoire. Les processus de relocalisation planifiée et les évacuations planifiées, s'ils sont fondés sur les droits humains et conçus conjointement avec les communautés, sont également considérés par certains comme un moyen régulier de déplacer les personnes vivant dans des zones à risque.

Les filières de migration régulière doivent être inclusives et fondées sur les droits afin d'éviter d'aggraver les vulnérabilités et la marginalisation. Les programmes de migration temporaire de main-d'œuvre peuvent exposer les travailleurs à l'exploitation, les mettre dans des situations de vulnérabilité, y compris le trafic et la traite d'êtres humains, entraînant ainsi le risque d'une mauvaise adaptation. Par conséquent, le travail décent devrait être le principe moteur de la migration régulière et du développement. De telles filières sûres et régulières devraient également être alignées sur les stratégies visant à combler les pénuries de main-d'œuvre et de compétences qui sont requises

d'urgence pour accélérer la transition juste, y compris au niveau local. En outre, les filières de migration régulière devraient également tenir compte des liens des personnes avec leurs terres ancestrales et permettre aux personnes de se déplacer temporairement, de manière récurrente, entre les communautés d'origine et de destination. Dans le contexte des changements climatiques qui rendent de plus en plus inhabitables certaines parties du monde, les filières de migration régulière devraient également faciliter les solutions permanentes.

Dans sa contribution au sixième rapport d'évaluation du GIEC de 2022, le Groupe de travail II relève que « le rôle crucial du **développement résilient au climat** est de mettre ensemble différentes ficelles dans des scénarios progressifs et orientés vers l'avenir dans une perspective de développement durable ». « [Cette approche] vise à intégrer les mesures d'adaptation et leurs conditions propices respectives dans les pratiques d'atténuation d'une manière qui incorpore la codépendance des personnes et des écosystèmes à l'échelle locale tout en faisant progresser les fonctions de l'écosystème à l'échelle planétaire. Le GIEC souligne ainsi l'importance d'inclure les questions d'équité et insiste sur la nécessité de diverses transitions systémiques au niveau des terres, des océans, des écosystèmes, des villes et des infrastructures, de l'énergie, de l'industrie et de la société. Plus important encore, le rapport souligne l'interdépendance inextricable entre la santé humaine, celle des écosystèmes et celle de la planète et affirme que, pour réussir, il faut agir à plusieurs niveaux à la fois. « [Les] trajectoires de développement résilient au climat sont des trajectoires concrètes de développement pour l'action qui fédèrent avec succès les pratiques d'atténuation et d'adaptation afin de parvenir à un développement durable et équitable pour tous » (GIEC, 2022 ; OIM, 2023).

Le chapitre 18 de ce rapport du GIEC traite notamment de la mobilité humaine dans le contexte des changements climatiques. Il fait référence à des exemples de déplacement, de pastoralisme, de migration de main-d'œuvre et de relocalisation planifiée. Par exemple, dans les petits États insulaires, la migration de main-d'œuvre est de plus en plus reconnue comme un facteur important qui peut contribuer à des trajectoires de développement résilient au climat (Schipper et al. 2022:31). Le chapitre reconnaît également que « l'adaptation à faible coût aux infiltrations salines [l'exemple des variétés de riz halophytes], augmente la productivité alimentaire et réduit le risque d'émigration de cette région agricole vulnérable (Schipper et al. 2022:47) ».

Il est donc **essentiel que les migrants et les mouvements potentiels de personnes soient davantage intégrés dans les plans nationaux de lutte contre les changements climatiques**, y compris les PNA et les CDN, les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe, les plans de développement nationaux, les plans de prospérité climatique et les solutions fondées sur la nature, ainsi que dans leur mise en œuvre. Cela permettrait de prendre des mesures pour prévenir, anticiper et répondre aux besoins, mais aussi de faire en sorte que les migrants puissent agir en tant qu'acteurs du changement, en contribuant à l'action climatique et au développement durable.

Les personnes en déplacement peuvent stimuler les chaînes de valeur mondiales et répondre aux besoins de financement climatique et du développement (OIM, 2023a). Elles stimulent l'entrepreneuriat, y compris le développement d'entreprises durables dans le contexte d'une transition juste, et apportent des connaissances et des compétences ainsi qu'un capital d'innovation, social et culturel qu'elles acquièrent et développent à l'étranger ou dans leur pays, et qui est transféré aux communautés d'origine et de destination. Ils contribuent à la construction de sociétés résilientes et

pacifiques capables de s'adapter aux impacts des changements climatiques (OIM, 2023a ; Migrants4Climate, 2023).

À ce titre, la **contribution des envois de fonds à l'adaptation au climat devrait être reconnue, notamment en tant que catalyseurs de la résilience**. Les envois de fonds financent déjà les besoins en matière d'adaptation au climat, et la demande de financement pour l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets augmente à mesure que les changements climatiques et leur impact s'aggravent. Il est donc plus important que jamais de proposer de nouvelles options et incitations qui pourraient permettre aux familles bénéficiaires de ces fonds de renforcer plus efficacement leur résilience face aux chocs liés au climat et à la fragilité économique et sociale. La communauté internationale pourrait également stimuler de nouvelles stratégies et initiatives pour renforcer l'impact des envois de fonds en faveur des familles et des communautés rurales touchées par les catastrophes et développer des produits spécifiques pouvant être utilisés par les personnes qui envoient des fonds et leurs familles.

En outre, les **investissements de la diaspora en faveur de l'adaptation au climat devraient servir de leviers**. Les investissements des migrants peuvent être - et dans certains cas sont déjà - utilisés par les entrepreneurs ruraux pour promouvoir des solutions d'adaptation au climat, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et économique, encourageant l'adoption d'une agriculture durable, d'une utilisation plus efficace de l'eau, de cultures résistantes à la sécheresse et de pratiques de restauration des terres, parmi d'autres mesures d'adaptation. Les investisseurs de la diaspora sont souvent conscients des conditions changeantes auxquelles l'agriculture et les activités connexes sont confrontées et de la nécessité de s'adapter à ces changements, mais ils ne sont peut-être pas suffisamment informés des possibilités d'investir dans des activités d'adaptation et de résilience au climat. Il est donc nécessaire de mieux comprendre les investissements des diasporas et de favoriser une prise de conscience sur l'importance et les moyens d'investir dans des stratégies d'adaptation au climat.

Des ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates sont nécessaires de toute urgence pour s'attaquer à la problématique de la mobilité humaine liée à l'environnement

Malgré la reconnaissance des liens entre la mobilité humaine et l'environnement et les progrès en matière d'élaboration des politiques, le paysage financier actuel n'est pas adapté aux besoins et à l'ampleur de la mobilité humaine actuelle et prévue dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.

Bien que les solutions à la mobilité humaine liée à l'environnement reposent généralement sur le triptyque suivant : (i. gouvernance des migrations, ii. préparation et réponse aux situations d'urgence, et iii. développement durable et action climatique), le soutien financier vient principalement du domaine des migrations et des situations d'urgence, tandis que les sources liées au climat et au développement restent à la traîne. Une étude réalisée en 2018 par le Groupe de travail sur le thème du déplacement de population dans le cadre du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices a montré que peu de programmes financés par le Fonds vert pour le climat (FVC) à l'époque s'intéressaient à la mobilité humaine. Une analyse réalisée en 2020 par le Groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU chargé de la question des déplacements internes corrobore le

même constat. En 2023, la situation est similaire, car la majeure partie du soutien financier à la mobilité humaine induite par les changements climatiques provient d'autres sources que le financement climatique, comme le montre une analyse de l'Institut des politiques migratoires.

Le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la migration (M-MPTF) a déjà alloué des ressources à des programmes liés aux objectifs 2 et 5 du Pacte mondial sur les migrations dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement. Alors que le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la migration vise à continuer à investir dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, il reste le seul instrument de financement commun dans le domaine des migrations, ce qui dénote un manque d'instruments similaires à l'échelle mondiale.

Cette situation reste préoccupante car l'OIM estime actuellement que la réponse mondiale à la crise de la mobilité humaine se chiffre à 5,3 milliards de dollars US pour des actions dans 43 pays, avec 68,5 millions de personnes touchées par des crises multi-causales en 2023. L'impact économique des déplacements internes dans le monde a été estimé à plus de 21 milliards de dollars US en 2021 par l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC). Ces deux chiffres englobent à la fois les situations de conflit et de catastrophe, car aucun chiffre ventilé n'est disponible au moment de la rédaction du présent rapport.

Par conséquent, compte tenu du déficit de financement de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, associé aux effets toujours plus importants des changements climatiques sur les populations vulnérables, les flux de financement existants ne sont pas suffisants. Si la communauté internationale veut travailler de manière significative sur les filières de migration régulière et les trajectoires de développement résilient aux changements climatiques, **des sources et des mécanismes de financement solides sont nécessaires**, en vue notamment de :

- **Rendre les fonds disponibles et accessibles directement aux migrants, aux communautés et aux autorités locales, ainsi qu'aux acteurs qui répondent aux besoins des pays et des communautés** dans le contexte de la mobilité humaine liée aux catastrophes, aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement. Afin d'atteindre les plus vulnérables, les fonds doivent être flexibles, pluriannuels et tenir compte des réalités de la base et du terrain.
- **Renforcer les réponses, y compris la planification nationale, qui incluent les migrants et les personnes déplacées, afin de garantir l'accès aux mécanismes de financement pertinents pour les pays et communautés d'origine et d'accueil.**
- **Reconstituer et renforcer les dispositifs de financement existants**, y compris par des contributions volontaires des États membres au Fonds MPTF pour les migrations, au Fonds pour les solutions aux déplacements internes et aux parties prenantes de la migration ; les fonds pour le climat : Fonds vert pour le climat, Fonds d'adaptation, *la Global Environmental Facility* ; et le Fonds conjoint MPTF et ODD, entre autres.
- **Porter à plus grande échelle le financement climatique** en vue d'atteindre l'engagement annuel de 100 milliards de dollars US en équilibrant les mesures d'adaptation et d'atténuation, afin de garantir la possibilité de travailler à une échelle appropriée en faveur d'un

développement résilient au climat, de l'adaptation aux changements climatiques et de la prévention de déplacements liés aux changements climatiques.

- **Assurer un financement continu du fonds et des dispositifs de financement récemment mis en place pour les pertes et préjudices**, y compris pour s'attaquer à la question de la mobilité humaine dans le contexte des changements climatiques, en conformité avec le champ d'application du fonds et des dispositifs de financement.
- **Intégrer la mobilité humaine liée à l'environnement dans la réforme du financement du développement par les banques multilatérales de développement**, par exemple via l'initiative de Bridgetown et par le biais de nouveaux prêts concessionnels en vue d'atteindre les ODD partout et de renforcer la résilience climatique dans les pays vulnérables au climat.
- **Intégrer la mobilité humaine dans la mise en œuvre du Pacte de Paris pour les peuples et la planète (4P)**, en ciblant par exemple le secteur privé, pour mobiliser 100 milliards de dollars US de fonds privés chaque année en faveur des économies en développement et émergentes, et en augmentant de 200 milliards de dollars US la capacité de prêt des banques multilatérales de développement au cours des dix prochaines années.

Le financement destiné à la mobilité humaine dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement devrait être **nouveau, supplémentaire, prévisible et adéquat**, dans la mesure du possible. Cela signifie : i. améliorer le financement, sa prévisibilité et aligner les priorités de financement sur les besoins des pays ; ii. simplifier et rationaliser les processus et les exigences d'accès au financement climatique ; iii. garantir des critères d'éligibilité flexibles pour surmonter l'aversion au risque qui représente actuellement un obstacle à la disponibilité de divers financements pour les plans de réponse nationaux et locaux ; et iv. encourager la diversification des sources de financement.

5. Trois questions directrices pour les débats de la TRG

1. De quoi a-t-on besoin pour développer et garantir des filières de migration régulière fondées sur les droits dans le contexte des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement ? Quels sont les exemples à suivre ?
2. Quelles sont les principales actions nécessaires pour accélérer un développement résilient au climat, qui soit inclusif et adapté au contexte, aux niveaux local, national, régional et mondial, pour les communautés mobiles et sédentaires ? Quels engagements les gouvernements ont-ils déjà pris ?
3. Quels mécanismes, notamment en matière de données et de financement, doivent être mis en place pour aider les parties prenantes, y compris les migrants eux-mêmes, à faire face aux conséquences des catastrophes, des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement sur la mobilité ?

Annex 1 | GFMD – WORKSHOP ON LABOUR MIGRATION AND CLIMATE CHANGE (29 MARCH 2023)

Panel 1 key take-aways

o Shifting the narrative. The narrative around climate action should change from climate vulnerability to climate prosperity. It is imperative to focus on the opportunities and the positive investments needed for long-term development, while closing protection gaps experienced by migrants and displaced people. More broadly, this workshop adopted a positive approach on labour migration, considered as a sustainable development driver.

o Policy coherence across labour, migration and climate. Labour migration policies and programmes need to be aligned with broader adaptation and just transition agendas. For example, Nationally Determined Contributions and Climate Prosperity Plans should be consistent with migration policies, including with the implementation of the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration. Livelihoods and skills are common threads that can potentially tie these policy areas together.

o Protection. When people are compelled to move, they become more vulnerable to risks of forced labour, indebtedness and human trafficking. It is necessary to guarantee minimum standards of protection in line with international labour standards to ensure equal rights for all workers regardless of migratory status. These should include protection in the workplace from climate-induced heat stress, rights to freedom of association and collective bargaining. It is also key to provide reliable information throughout the migration cycle from pre-departure to return.

o Permanent pathways. Most legal pathways available for climate-affected populations fall under temporary protection regimes. This increases the risk of exploitation and the treatment of migrants as a subclass of workers, limiting development outcomes. Permanent pathways allowing family reunification can promote more resilient communities, facilitate socioeconomic integration, and harness a broad range of benefits in terms of skills, intercultural dialogue, remittances, economic growth, etc. Besides creating new pathways, existing ones could be expanded.

o Social dialogue. Meaningful consultations with a wide range of stakeholders including trade unions, the private sector and migrants themselves are crucial. Moving out of silos, synergizing efforts and empowering grassroots initiatives lead to a strong national ownership of responses. The important role of diasporas' socio-economic and human capital in climate action is also largely untapped and should be actively supported and promoted.

o Capacity development, data and financing. Increased cooperation is needed to develop user-friendly tools to implement technical guidance on climate-related migration and displacement, such as those developed by the UNFCCC Taskforce on Displacement. Quality data is also needed as a basis for any intervention and the use of modern sources such as drone mapping technologies and satellites. The involvement of youth in data collection should be explored. Pre-arranged financing mechanisms for climate-related human mobility with a focus on slow-onset events could be established, including in the loss and damage fund created as an outcome of the UNFCCC Conference of Parties in Sharm el-Sheikh. o Addressing root causes. Labour mobility is just one tool in the toolbox of climate adaptation. It is equally

essential to provide solutions for those who want to stay and more importantly, addressing root causes and inequalities to make migration a choice instead of a necessity.

Panel 2 key take-aways

o Youth empowerment and diaspora engagement. Investing in green skills for young people and creating decent jobs for them in countries of origin is of high importance. Without these, a lot of youth with green skills move to countries where green transition is a priority, thereby contributing to brain drain. To mitigate this, more countries like Argentina are attracting its diaspora to bring back new expertise and facilitate technology transfers that could be instrumental in just transitions.

o Integrating humanitarian access and long-term sustainable development. Protection mechanisms for migrants affected by climate change should include perspectives for longer-term settlement and socioeconomic integration to support wider sustainable development goals. The humanitarian visa in Argentina shows how this approach can be implemented.

o Rights-based regular labour migration schemes. Growing demand for green talent to support just transitions can be met by putting in place rights-based and targeted labour mobility schemes, bilateral labour migration agreements, and regional migration schemes. This allows employers to benefit from predictable and efficient mobility frameworks that foster intra-company transfers and respond to fast-changing needs and business models. At the same time, international labour standards, including fair recruitment policies should be mainstreamed to ensure respect for migrants' fundamental human and labour rights and guarantee migrant workers' access to social protection.

o Skills recognition and development. Bilateral or regional labour migration agreements should include qualifications and skills recognition and development (including technical and vocational education and training) before and after departure in line with labour market demands. Migrants should enjoy accessible, non-discriminatory and equal opportunities as nationals in terms of career progression and access to life-long learning opportunities. This does not only empower and protect migrants, but also promotes green transitions.

o Transition to formal employment. In many countries, including Bangladesh and cities like Accra, there is heavy migrant presence in the informal economy. Migrants provide essential services, for instance in health care, waste management, recycling, yet face exclusion from financial systems and social protection frameworks, among others. This weakens their adaptative capacity. Upskilling and reskilling programmes across all sectors and skill levels, as well as skills recognition of prior learning can help diversify employment opportunities and contribute to the transition from informal to formal employment.

o Policy coherence and social dialogue. National labour migration and skills development policies should be fit for purpose and aligned with national adaptation planning and just transition plans and, in the case of disasters, reconstruction plans. To better anticipate skills and identify labour market shortages in rapidly evolving workplaces, social dialogue, engaging employers' and workers' organizations, in designing policy responses are essential.

o Gender-sensitive approach. Skills development policies can and should promote a gender sensitive approach, taking into consideration specific challenges faced by women in accessing decent work opportunities. For example, to ease the increased burden of care work, childcare services in workplaces and training centers and maternity benefits should be made available.

Key Take-Aways

Multiple factors interplay with climate change and human mobility and significantly affect prospects for sustainable development. Data shows that climate hazards associated with extreme events act as drivers of migration and displacement. Though most climate-related mobility occurs within national boundaries, with international migration movements occurring primarily between countries with contiguous borders, multiple interconnected factors are at play including demographics and a web of socio-economic factors which increase risks and vulnerabilities of populations.

Limiting global warming to reduce the impact of climate change on communities. The implementation of the UN Framework Convention for Climate Change and the Paris Agreement to reduce greenhouse gas emissions remains a key challenge. While progress on reducing gas emissions is stalling, the impacts of climate change on communities are tangible and it is necessary to address vulnerabilities of affected populations in line with the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction and minimize the structural factors that displace populations or induce them to migrate, as stipulated by the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration.

Recognizing migration as an adaptation strategy to vulnerabilities created by climate change. Climate-induced mobility may be forced or be a proactive adaptation strategy that allows affected populations to minimize harm and improve their life conditions. Labour migration for instance can play a positive role for affected populations and countries of origin and destination through, among others, entrepreneurship, diasporas engagement, innovation in the green and blue sectors. The engagement of the private sector and development financial institutions in this field is key.

Migrants and refugees are strong contributors to the economy and culture of countries of origin and destination. Often successful entrepreneurs, thinkers and innovators, migrants play a key role for sustainable development. It is important to stress the positive contribution of migration to societies also when discussing challenges and crises linked to climate change and human mobility.

A Summit for a New Global Financing Pact was held in Paris on 22-23 June 2023 to rethink the global financial architecture and mobilize financial support for developing and low-income countries (DLICs) facing the challenges posed by excessive debt, climate change and poverty. The Summit recalled the centrality of migration for achieving the Sustainable Development Goals (SDGs), the importance of fighting inequalities and the shared responsibility to protect the planet.

Displacement related to climate change is currently increasing. While conflict remains the major driver of long-term displacement around the world, climate-induced displacements are starting to increase in dangerous ways. Last year more people were displaced due to disasters (32 million), the highest number ever recorded, 98% of such displacements were weather related due to floods, droughts or storms. Currently, over 70% of people internally displaced by conflict live in highly climate-vulnerable countries.

Managing today's dynamics and migration challenges can help reduce the risk of displacement tomorrow. Migration is in many cases about people seeking better opportunities and can be a force for prosperity. Displacement is about being forcibly uprooted from one's home, often long-term, and it is about leaving one's assets, livelihood and community behind. The World Bank's Groundswell Reports

warned that 216 million people could be displaced by 2050 due to climate. According to the same analysis, over 80% can be avoided with the right development interventions and Government leadership.

There is a need for structural responses, joined approaches and the inclusion of local governments in planning for development. Climate is one of the long-term factors driving displacement and migration, with accelerated urbanization, insecurity and loss of livelihoods. It is necessary to start planning for long-term changes and collaborating among humanitarian actors, climate adaptation and mitigation actors, migration and development actors, peace, security and financial institutions, and embracing the key role of mayors and local governments.

The mandate of the new funding arrangements, including a fund for responding to Loss and Damage Fund, operationalized at COP 28, includes a focus on addressing loss and damage to assist developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change in responding to economic and non-economic loss and damage associated with the adverse effects of climate change, including extreme weather events and slow-onset events. Trends show that the more unstable a state is, the less climate finance it receives. It is necessary to make climate financing accessible to countries facing waves of displacement due to climate-related events.

The French Chair's GFMD 2022-2023 overarching priority -Climate change and human mobility- is to be addressed in line with the other priorities, such as human rights, taking into account the key role of diasporas as agents of development, the importance of labour migration, promoting well-informed public discourse on migration, and through a multi-level governance approach. Within these priorities, the importance of data for policy development (panel 1) plays a central role, as well as the local dimension (panel 2) and the need for strong partnerships for action (panel 3).

Annex 3 | GFMD - DISCUSSIONS ON CLIMATE CHANGE AND MIGRATION WITHIN THE GFMD (2009-2020)

Discussions on climate change and migration within the GFMD (2007-2020)

1. The GFMD has acknowledged disasters and climate change as drivers of migration since its inception in **2007 at the first GFMD Summit in Belgium**, as outlined in the Report of Proceedings:

Access: www.gfmd.org/files/documents/gfmd_brussels07_final_report_en.pdf

*“2.3.1. Root causes of migration, 2.3.1.1. Background and main observations: **Root causes of migration are diverse and complex.** They are not all sources of concern, but those that are, generally relate to major economic, demographic and social disparities. They range from extreme poverty to unemployment, institutional weakness, political instability, insecurity and conflict, undemocratic regimes and non-respect of human rights, ineffective health systems, non-profitable agriculture, **climate change and environmental degradation or disasters.**”*

Following this initial Summit, the GFMD has held regular discussions on the links between migration, climate change and disasters on several instances, in both governmental and civil society fora. The analysis and debates ranged from the integration of migration considerations in climate change policies and negotiations, the need for more and better data on the effects of climate change on migration, and to the need for protection measures, especially for the most vulnerable.

2. The Philippines GFMD 2008

Access:

https://www.gfmd.org/sites/g/files/tmzbd11801/files/documents/gfmd_manila08_report_of_the_proceedings_en.pdf

Climate change was acknowledged as a driver of migration in both the governmental and civil society deliberations, including in the dedicated session, Roundtable 3.1, on Strengthening data and research tools on migration and development:

*"Our deliberations took place at an extraordinarily challenging time: as the world's governments struggle for responses to the global financial crisis, and the threat of **climate change**, and as migration policies in many regions became more restrictive."*

*"Capacity building was needed to equip border control bodies to collect more reliable data; **and for research on the impact of climate change.**"*

3. Greece GFMD Summit 2009

Access: www.gfmd.org/files/documents/gfmd_athens09_report_of_the_proceedings_en.pdf

- A. From the **Opening Plenary Session**, climate change was acknowledged as a driver of migration by, at the time, UN Secretary General, Ban Ki-moon:

"Climate change is another major challenge and is already affecting and displacing millions in Asia and Africa, so far mostly internally; international migration, however, is likely to increase if climate change goes on unchecked."

and by the representative of the Comoros:

"(...) migration and climate change to be the biggest challenges for his country. The Third GFMD comes at a time of concurrent crises, which are particularly severe for Africa. North-South cooperation needs, therefore, to be strengthened beyond traditional development aid."

- B. The dedicated **Session 1.3: Addressing the root causes of migration through development, specifically in light of the current global economic crisis**, co-chaired by Bangladesh and United Kingdom, also touched on this topic and suggested to continue discussions in the context of the Forum, while also recommending direct action:

*"Linking the crisis to **the root causes of migration**, delegates stressed that these can also relate to conflict or climate change. The latter should be taken into serious consideration in this discussion, as adaption to climate change may be inevitable and also to avert "climatic" migration. Some delegates suggested that root causes could be the topic of a separate session in a future GFMD meeting."*

*"The final recommendations of the session were: **Give serious consideration to the impact of climate change on migration and to joint efforts to face this challenge.**"*

- C. The **Session 3.1: Policy and Institutional Coherence – Latest Data and Research Findings**, co-chaired by Morocco and Switzerland, recommended for migration to be integrated in national climate change adaptation policies:

*“Recommendations and Follow-up Actions: Sustained attention needs to be paid to **mainstreaming and integrating migration into** development planning processes, including Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs), activities to achieve the Millennium Development Goals, and **National Adaptation Plans of Action concerning climate change (NAPAs).**”*

4. Mexico GFMD Summit 2010

Access: www.gfmd.org/files/documents/gfmd_mexico10_report_of_the_proceedings_en.pdf

Following up on the recommendations of Session 1.3 at the Greece GFMD 2009, **Roundtable Session 3.2: Assessing the relevance and impact of climate change on migration and development** in Puerto Vallarta, at the Mexico GFMD, co-chaired by the same Governments, Bangladesh and the United Kingdom, addressed the issue at hand directly and from various angles. The final recommendations recognized the need for more data and knowledge on the topic as well as multi-stakeholder dialogue, including in the context of UNFCCC:

*“Outcomes and recommendations: 1. **Expedite data and analysis exchange and sharing of first experiences and best practices**, and for this purpose create a Virtual Library that would become a global public good on the available and soon-to-be-available data and analyses on the topic. 2. **Strengthen the dialogue at the local, regional and global levels on the interconnections of climate change, migration and development**, including exchanges on best practices and critical first experiences of policy intervention that might not be finalized or definitive but might point the way forward for urgent action. **Encourage the GFMD to contribute to such dialogue in the future.** 3. **Recognize the need for all concerned stakeholders to begin discussions on an appropriate legal and institutional framework to address these important issues, including in the context of the UNFCCC.**”*

5. Mauritius GFMD Summit 2012

Access: www.gfmd.org/files/documents/gfmd_mauritius12_report_of_the_proceedings.pdf

- A. As in Athens at the Greece GFMD 2009, the back then UN Secretary General, Ban Ki-moon, through his **Special Representative for International Migration, Peter Sutherland**, called the attention of States to the role of climate change and disasters in human mobility:

“He believed that the complex factors driving migration are the same problems at the top of the global agenda – war, natural disasters, economic calamities and climate change.”

- B. In the **Common Space Panel 2: Common ground and partnerships to protect migrants in distress**, participants recognized the need for guidance on protecting migrants in situations of crisis and recommended the development of a global initiative to support the elaboration of practical guidance, which later on materialized into the **Migrants in Countries in Crisis Initiative (MICIC)**, launched at the Sweden GFMD 2014 in Stockholm, and its **Guidelines to Protect Migrants in Countries Experiencing Conflict or Natural Disaster** of June 2016, analyzed below:

*“Recognizing the need to assist all migrants in distress, it was suggested, nevertheless, that a **global initiative could in a first stage most usefully focus on the specific situations of migrants who are, through no fault of their own, caught in humanitarian crises, either because of an outbreak of conflict in their host country or a natural disaster.**”*

*“Next steps: It was suggested that in preparation for the High-Level Dialogue 2013 a working group composed of all the stakeholders, including civil society, be established to bring together all the experience, expertise and good practices in terms of **protecting migrants in times of crisis**. This working group could, **based on good practices, produce practical guidance on how states’ responsibilities under international law could be best implemented in these situations to ensure more systematic and predictable responses**. Different international instruments and mechanisms define state responsibility for the protection of migrants. The challenge lay in translating and linking the different applicable legal regimes. A matrix of legal instruments could be developed, which could identify the international instruments applicable to a specific situation, states’ responsibilities and the international organizations responsible.”*

- C. The **Roundtable 2.2: Addressing South-South Migration and Development Policies**, co-chaired by Bangladesh and Ghana, with Argentina as Rapporteur, also discussed the **Influence of environmental change on migration in developing countries**. Participants recognized the impact of climate change on migration, the vulnerability of trapped populations, and recommended as in Greece GFMD 2009 to bring these discussions into the UNFCCC and ensure human mobility is integrated in national climate change adaptation policies, while also engaging at the policy level, including through the Nansen Initiative:

“Participants recognized environmental change and its impact on migration and development as an issue of growing importance. They noted the need to focus not only on directly affected populations able to move away from environmental threats, but also on those who do not have the means to leave these areas or move towards other environmentally hazardous areas.”

*“Some participants also referred to the need to build on the lessons learned from **National Adaptation Programmes of Action (NAPAs)** which should more consistently include references to the impact of environmental change on population movements, and highlight the role of migration as an adaptive strategy, promote risk assessments and resilience building, enhance preparedness and response capacities, and integrate migration into the NAPAs as part of national development strategies.”*

*“Such discussions should also take account of the Cancun Adaptation Framework of the **UN Framework Convention for Climate Change, and the UN Conference on Sustainable Development Rio+20**.”*

*“Finally, some delegates suggested to create an ‘environmental observatory on migration’, while others referred to the recent **Nansen Initiative launched by Norway and Switzerland**, which addresses key principles on protection of people affected by natural disasters, including those caused by climate change.”*

6. Turkey GFMD Summit 2015

- A. At this occasion, governments recognized disasters, climate change and environmental degradation as drivers of migration and displacement, and encouraged international cooperation on this matter, including through the Nansen Initiative, as well as future specialized discussions the Forum.

Access: www.gfmd.org/files/documents/report_of_the_gfmd_2014-2015_turkish_chairmanship_en.pdf
The Report of the Turkish Chairmanship, Turkey GFMD 2015 says:

*“The first panel elicited an interesting exchange of views on the concept of displacements, i.e., on whether or not ‘forced migrants’ should include refugees, and to what extent the discussion of refugees should be covered in the GFMD. **It also sparked the sharing of actual government experiences and initiatives in assisting migrants who were forced to move for various reasons, e.g., climate change and environmental***

degradation, collapse in the economy, end or lack of food, water of decent work in country of origin, wars and other conflicts. Most of these efforts and state policies are carried out based on strong humanitarian principles and international commitments to human development and human security. **Many have built-in migrant development programs spearheaded by the government, with support from international actors, notably the IOM, UNHCR, UN Human Security and other relevant UN family members. (...)**

The second panel looked at how to use mobility channels to harness the developmental potential of migrants who are forcibly displaced due to a host of factors, including market failures, disasters and climate change."

*"Recognizing that forced displacement is happening across regions of the world for various reasons, the need for developing global and regional guiding principles was underscored. A range of protection solutions must be inclusive for all those affected by forced migration at all points along the migration's cycle. In this regard, delegates expressed support for ongoing international cooperation on specific groups of displacements. **One excellent example is the 'Nansen Initiative' led by Switzerland and Norway, which has developed a framework for assisting people forced to flee due to disaster or climate change effects. Already, 110 countries have signed up for this initiative. The US Philippine led "Migrants in Crisis Initiative" is another cooperation framework that is focused on assisting migrants who are caught in conflict situations or crises in the country of destination. The African Union, meanwhile, has developed a common instrument for the protection of internally displaced persons."***

B. Roundtable 3.1 "International cooperation and responsibility-sharing and human security for people forcibly displaced across international borders", chaired by Moldova and Eritrea, brought the topic in the 2015 GFMD, where the Nansen Initiative and MICIC were promoted as good examples of international cooperation on this topic, and encouraged further discussions on this matter, leading to the Bangladesh Roundtable:

Access: www.gfmd.org/files/documents/Report_on_Roundtable_3_1_Outcomes.pdf

*"There is growing support for ongoing international cooperation on specific groups of displacements, some excellent examples of which include **the Swiss-led 'Nansen Initiative' which has developed a framework for assisting people forced to flee due to disaster or climate change effects. Already, 110 countries have signed up for this initiative. The US-Philippine led "Migrants in Crisis Initiative" is another cooperation framework that is focused on assisting migrants who are caught in conflict situations or crises in the country of destination. Existing programs for refugees undertaken by the relevant UN agencies and international body continues to be supported by donor countries.***

*Finally, RT3.1 called for **continued discussion in the GFMD on particular groups of people -- those who are extremely vulnerable, including those "in between"**, and to recognize that they are brought to their situation because of a host of factors, for instance market failure. **The GFMD is asked continue to discuss the conditions of people forcibly displaced across international borders, address policy gaps, and explore solutions with great urgency in the context of sustainable development, under the next Chair, Bangladesh."***

7. Bangladesh GFMD Summit 2016

A. In GFMD in Dhaka, the issue of migration and displacement in the context of disasters and the adverse effects of climate change was on the agenda and referred to by several delegations, with **Roundtable 3.1**

Migrants in situations of crises: conflict, climate change and natural disasters, specifically addressing the topic.

States such as Germany, Bangladesh, Costa Rica, Mexico and Senegal referred to the work of the Platform on Disaster Displacement (PDD) and its predecessor, the Nansen Initiative, in their interventions and recommended for the topic to be included in the development of the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration (GCM). Other countries, such as Argentina, Algeria, Chile, Ethiopia, India, Norway, Russia, Togo, Tuvalu and the United States of America also spoke to the issue of environmental migration and disaster displacement and highlighted several initiatives, including: the Migrants in Countries in Crisis Initiative (MICIC); a draft UN Resolution (Tuvalu) on the legal protection of persons displaced by the impacts of climate change or natural disasters; plans for developing a Guide to admission and stay in South America (Chile); and humanitarian visas, among others.

A mention on the work of MICIC and PDD were included in the overall **Summary of the GFMD Chair**, H.E. Md. Shahidul Haque, Foreign Secretary of Bangladesh, as well as in the **Roundtable 3 Summary** presented by Belgium. Both statements recommended to draw on the work of MICIC and PDD/the Nansen Initiative in developing the GCM and encouraged the dissemination and application of this work.

Summary of the Chair:

Access: www.gfmd.org/files/documents/9th_gfmd_chairs_summary_12_dec_2016.pdf

*“Roundtable 3.1 Migration in Situations of Crisis The international community must ensure that migrants caught in such situations have access to safety; another is to protect them from exploitation and abuse. **The Migrants in Crisis (MICIC) initiative and the Platform for Disaster Displacement provide both valuable policy options and examples of effective practice.** We should encourage their dissemination and application in situations of crisis. Together with the work of the GMG on the protection of vulnerable migrants, these efforts could inform the state-led process to develop guiding principles and guidelines on migrants in vulnerable situations, which is envisaged in the New York Declaration.”*

Roundtable 3 Summary:

Access: www.gfmd.org/files/documents/report_by_the_general_rapporteur_of_rt_3.pdf

*“This Roundtable built on the outcomes and recommendations of **RT 3.1 in Istanbul**. A lot of progress has been achieved since 2015. There was a clear consensus on the importance of the topic of RT 3.1. It was underlined that no country is immune to crisis. (...) **The MICIC Initiative and the Platform for Disaster Displacement support these efforts by providing guidance and highlighting effective practices. There was a call to fully integrate their principles in the Global Compact on Migration and be practical (concrete recommendation of this roundtable).**”*

B. Other Roundtables reflected the messages of Roundtable 3.1 on climate migration issues and on the already existing mechanisms such as PDD/Nansen Initiative and MICIC (RT 3.2). Others emphasized the vulnerability of migrants due to the negative consequences of climate change as well as the unprecedented focus on human mobility in the context of climate change at the climate change negotiations in Morocco at COP22 (RT 2.2).

8. Germany and Morocco GFMD Summit 2017-2018

A. Rabat 2017 GFMD thematic workshop on climate change and human mobility entitled "Towards dignified, coordinated and sustainable solutions"

Access: www.environmentalmigration.iom.int/analytical-report-gfmd-workshop

The objective of this workshop was to contribute to the elaboration of the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration, in the context of the Agenda 2030 for Sustainable Development; and to contribute to providing concrete tools for States to respond to the challenges created by all forms of human mobility associated with climate change.

The first panel "**Understanding and taking action**" focused on actionable knowledge and evidence sharing. Speakers shared the practices implemented in their represented organization or country. The second panel "**Toward responsibility sharing: collaborating to strengthen action**" was dedicated to pursuing greater consistency at the levels of global and national strategic frameworks and to formulate recommendations for better access to climate funding.

The participants agreed that there was ample evidence of the link between human mobility and climate change, and that there was a need to move beyond the call for evidence and translate knowledge into action. A lack of adequate employment and livelihoods was raised as a particular area of concern in regions enduring the brunt of climate change impacts. The participants highlighted the urgent necessity to support the most vulnerable populations and states in the long run, as well as building upon various existing initiatives. Lastly, participants stressed that taking into account and respecting human rights was a prerequisite to successful initiatives and public policies.

B. Co-chairs Conclusions, Germany and Morocco GFMD 2017

Access:

Building upon the work undertaken during the Rabat meeting, the GFMD Summit in Berlin in December 2017 reaffirmed the GFMD engagement on climate change issues:

"Furthermore, the GFMD discussed the need for mainstreaming migration related SDGs in national action and development plans. To this end, Germany and Morocco also brought human mobility linked to climate change into the discussion and addressed the drivers of migration including the adverse effects of climate change and natural disasters. "

Given the informal nature of the GFMD, as a state-led dialogue on migration, the GFMD could continue to be of value of states to regularly exchanged knowledge and expertise related to climate change and migration. The GFMD is clearly acknowledged as a useful resource in the final text of the GCM and it could be instrumental in the GCM implementation as well.

9. Ecuador GFMD Summit 2019

10. UAE GFMD Summit 2020

A Gender Approach to Environmental Migration

<https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/about-iom/gender/Gender-Approach-to-Environmental-Migration.pdf>)

[A Region on the Move 2021: East and Horn of Africa](#), 2021.

ACMI Agenda for Action - <https://africa.climate-mobility.org/>

ACMI Data. <https://africa.climate-mobility.org/explore-the-data>

African Union Climate Change and Resilient Development Strategy and Action Plan (2022-2032):

https://au.int/sites/default/files/documents/41959-doc-CC_Strategy_and_Action_Plan_2022-2032_08_02_23_Single_Print_Ready.pdf

African Union Convention for the Protection and Assistance of Internally Displaced Persons in Africa

https://au.int/sites/default/files/treaties/36846-treaty-kampala_convention.pdf

African Union's Agenda 2063: https://au.int/sites/default/files/documents/36204-doc-agenda2063_popular_version_en.pdf

African Youth Declaration on Climate Mobility -

https://drive.google.com/file/d/18_5CbLh4t4syQ8MrlQyRG1eZazniQal/view

Barbados. "Roofs to Reefs" programme, to support national resilience

<https://www.creaddominica.org>

Bill in Colombia to provide protection and right for people displaced by climate change:

<https://www.context.news/climate-risks/colombias-climate-migration-draft-law-hailed-as-life-saver>

Canada: Local Immigration Partnerships <https://migrationnetwork.un.org/practice/local-immigration-partnerships-lips>

Canada's climate finance initiatives and programs here: <https://climate-change.canada.ca/finance/>

Caritas Brasileira, Descumprimento de plano não impede operação de Belo Monte, novembro 2015.

<http://caritas.org.br/descumprimento-de-plano-nao-impede-operacao-de-belo-monte/31708>

Center for Global Development (CGD). Strengthening Regional Policy Frameworks to Better Respond to Environmental Migration: Recommendations for the UK Government. 2021

<https://www.cgdev.org/publication/strengthening-regional-policy-frameworks-better-respond-environmental-migration>

CGD. Brief: Climate Change and Migration: An Overview for Policymakers and Development

Practitioners. 2023. <https://www.cgdev.org/sites/default/files/climate-change-migration-overview-brief.pdf>

CGD. Facilitating Environmental Migration Through Humanitarian and Labour Pathways:

Recommendations for the UK Government. 2021 <https://www.cgdev.org/publication/facilitating-environmental-migration-through-humanitarian-and-labour-pathways>

Climate Change, Displacement, Mobility and Migration: The State of Evidence, Future Scenarios,

Policy Options. https://www.delmi.se/media/qtogzthu/delmi-research-overview-2022_9-webb.pdf

Colombia's climate migration draft law hailed as 'life saver' | Context Spotlight — Climate Refugees

<https://www.preventionweb.net/news/colombias-climate-migration-draft-law-hailed-life-saver#:~:text=Colombian%20bill%20recognizing%20those%20displaced,be%20first%20for%20Latin%20America.>

COMPAS Oxford University. Building an Inclusive Green Recovery: Issue #4

COMPAS Oxford. Building an Inclusive Green Recovery. <https://www.compas.ox.ac.uk/wp-content/uploads/Building-an-Inclusive-Green-Recovery.pdf>

Cooperation agreement between AU and IOM:

<https://ethiopia.iom.int/sites/g/files/tmzbd1996/files/documents/iom-au-cooperation-agreement-2022-pdf.pdf>

CSM. 2019. Lineamientos regionales en materia de protección y asistencia a personas desplazadas a través de fronteras y migrantes en países afectados por desastres de origen natural.

https://environmentalmigration.iom.int/sites/g/files/tmzbd1411/files/documents/CSM-Lineamientos-regionales-personas-desplazadas-por-desastres_compressed.pdf

Environmental migration and Indigenous Peoples: Environmental Migration and Indigenous Peoples: What Is at Stake? | by IOM - UN Migration <https://medium.com/@UNmigration/environmental-migration-and-indigenous-peoples-what-is-at-stake-edb077c028b7#:~:text=In%20the%20Amazon%2C%20habitat%20loss,encouraging%20migration%20towards%20urban%20areas>.

Farbotko and Campbell (2023). Atoll futures: Defining habitability, Toda Peace Institute.

<https://toda.org/global-outlook/global-outlook/2023/atoll-futures-defining-habitability.html>

Ferris and Bower (2023). Planned relocations: What we know, don't know, and need to learn, Researching Internal Displacement Blog.

https://researchinginternaldisplacement.org/short_pieces/planned-relocations-what-we-know-dont-know-and-need-to-learn/

Grasberg, Rapport du Groupe International de Travail pour les Peuples Autochtones, janvier 2012. Climate mobility case studies from Africa: Lagos (Nigeria), Alexandria (Egypt), Beira (Mozambique), Chikwawa (Malawi), Karamoja (Uganda), Cahama (Angola), Sahel (Senegal). Found at:

<https://mixedmigration.org/resource/climate-and-mobility-case-studies/>

https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2023/02/263_Drought_Ethiopia_Djibouti_Migration-triggers.pdf

https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2023/02/264_Drought_Ethiopia_Somalia_Migration-triggers.pdf

GCCM African Shifts Report

<https://cdn.sanity.io/files/pd7x7lde/production/2a4ad38091846247068faf2d2493413f88b607d8.pdf?dl=1>

Gender And Climate-Induced Migration

(https://www.ciheam.org/uploads/attachments/206/chapter_9.pdf)

Gender, Migration, Environment and Climate Change

(<https://environmentalmigration.iom.int/gender-migration-environment-and-climate-change>)

GFMD Mayors Mechanism. Beira right-based relocation programs to facilitate movement away from risk-prone areas project : <http://localaction.mayorsmechanism.org/actions/reducing-climate-vulnerability-displaced-persons-praia-nova-area>

GFMD Mayors Mechanism. City of Accra:

<http://localaction.mayorsmechanism.org/actions/reducing-climate-vulnerabilities-migrants>

GFMD Mayors Mechanism. City of Paris: <http://localaction.mayorsmechanism.org/actions/urban-climate-migration-challenges-representations-and-inclusion>

Global Centre for Adaptation (GCA). GCA joins forces with BRAC to scale up locally-led adaptation to build climate resilient migrant-friendly towns. 2022. <https://gca.org/news/global-center-on-adaptation-joins-forces-with-brac-to-scale-up-locally-led-adaptation-to-build-climate-resilient-migrant-friendly-towns/>

Global Mayors Action Agenda on Climate and Migration.

<https://www.mayorsmigrationcouncil.org/c40-mmc-action-agenda> .

https://drive.google.com/file/d/1LpKjL_DcR6ZvIJNwcX2Qbv5_EWOf0Jvz/view

Global Protection Cluster. Global Report on Law and Policy on Internal Displacement: Implementing National Responsibility. 2022.

<https://www.globalprotectioncluster.org/publications/810/reports/report/global-report-law-and-policy-internal-displacement-implementing>

Government of Barbados. 2022. Urgent and Decisive Action Required for an Unprecedented Combination of Crises – The 2022 Bridgetown Initiative for the Reform of the Global Financial Architecture. <https://pmo.gov.bb/wp-content/uploads/2022/10/The-2022-Bridgetown-Initiative.pdf>

Government of France. 2023. The Paris Pact for People and the Planet (4P).

<https://nouveaupectefinancier.org/pdf/the-paris-pact-for-people-and-the-planet.pdf>

GRFRID 2023 Agenda: Remittances and diaspora investments: key socio-economic drivers in Africa.

<https://gfrid.org/summits/gfrid2023/agenda/>

Groundswell report on climate and migration; the World Bank, The World Development Report 2023.

Guidance on Bilateral labour migration agreements. [https://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/publications/WCMS_837529/lang--](https://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/publications/WCMS_837529/lang--en/index.htm#:~:text=Bilateral%20labour%20migration%20agreements%20if,orderly%20and%20regular%20labour%20migration.)

[en/index.htm#:~:text=Bilateral%20labour%20migration%20agreements%20if,orderly%20and%20regular%20labour%20migration.](https://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/publications/WCMS_837529/lang--en/index.htm#:~:text=Bilateral%20labour%20migration%20agreements%20if,orderly%20and%20regular%20labour%20migration.)

Hoffman et al. (2022). Agricultural livelihoods, adaptation, and environmental migration in sub-Saharan drylands: a meta-analytical review, Environmental Research Letters.

<https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ac7d65/meta>

<https://www.compas.ox.ac.uk/2023/building-an-inclusive-green-recovery-issue-4/>

Habitable, Linking Climate Change, Habitability and Social Tipping Points : Scenarios for Climate Migration, habitableproject.org

IDMC figures on disaster displacement in 2022, <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2023/>

iDNC Global Internal Displacement Database. <https://www.internal-displacement.org/database/displacement-data>

IDMC ongoing assessment of the socio-economic costs of disaster displacement in the Asia-Pacific region: <https://www.internal-displacement.org/disaster-displacement-in-asia-and-the-pacific-2022>

IFAD. Study focused on managing agricultural risk through remittances: the case of Senegal.

<https://www.ifad.org/en/web/knowledge/-/publication/managing-agricultural-risk-through-remittances-the-case-of-senegal>

IFAD. Study on Malian diaspora preference and practices on investment back home.

<https://www.ifad.org/en/web/knowledge/-/investment-practices-and-preferences-of-the-malian-diaspora-in-their-country-of-origin>

IGAD Protocol on Free Movement of Persons within the IGAD Region.

<https://environmentalmigration.iom.int/sites/g/files/tmzbdl1411/files/event/file/Final%20IGAD%20PROTOCOL%20ENDORSED%20BY%20IGAD%20Ambassadors%20and%20Ministers%20of%20Interior%20and%20Labour%20Khartoum%2026%20Feb%202020.pdf>

ILO (2015) Guidelines for a Just Transition towards Environmentally Sustainable Economies and Societies for All, Geneva: ILO, available

[at:https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf)

ILO (2021) "Impact of COVID-19 on nexus between climate change and labour migration in selected South Asian countries: An exploratory study", available at https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---migrant/documents/publication/wcms_822838.pdf

ILO (2022) Human mobility and labour migration related to climate change in a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all, Geneva: ILO, available at: https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/publications/just-transition-pb/WCMS_860606/lang--en/index.htm

ILO (2022), "The interaction between climate change, labour markets and migration in the IGAD region, available at https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/---sro-addis_ababa/documents/publication/wcms_861192.pdf

ILO (2023) "Climate Change and Human Mobility in Bangladesh, available at https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-dhaka/documents/briefingnote/wcms_882280.pdf

ILO Guidelines on Labour migration reintegration: https://www.ilo.org/global/topics/labour-migration/publications/WCMS_882374/lang--en/index.htm

ILO. Social Protection and Climate Change: Greener Economies and Just Societies. <https://www.social-protection.org/gimi/ShowProject.action?id=3046>

Indigenous youth and Climate Mobility: Three Imperatives for Ensuring Integration of Indigenous Youth | Environmental Migration Portal <https://environmentalmigration.iom.int/blogs/environmental-migration-and-indigenous-peoples-what-stake>

Integrating Migration into Environment and Climate Change Interventions: A Toolkit for International Cooperation and Development Actors. https://publications.iom.int/system/files/pdf/Environment-Climate-Change_0.pdf

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) 2021 Global Report. <https://www.internal-displacement.org/publications/2021-global-report-on-internal-displacement>

IDMC research on differentiated impacts of human mobility on specific vulnerable groups: women, children and youth, people with disabilities, etc:

<https://www.internal-displacement.org/research-areas/children-youth-education/>

<https://www.internal-displacement.org/research-areas/gender-perspective-internal-displacement/>

<https://www.internal-displacement.org/research-areas/idp-with-disabilities>

IOE, Policy Priorities for Labour Migration. <https://www.ioe-emp.org/policy-priorities/labour-migration>

[IOM "Leaving Place, Restoring Home II" \(Mokhnacheva, D., 2021\).](#)

IOM-IDMC indicators on displacement for DRR <https://environmentalmigration.iom.int/developing-indicators-displacement-disaster-risk-reduction>

IOM-ILO (2022), Climate Change and Labour Mobility in Pacific Island Countries, available at https://www.ilo.org/suva/publications/WCMS_856083/lang--en/index.htm

[IOM, Addressing the Land Degradation – Migration Nexus: The Role of the United Nations Convention to Combat Desertification, 2019;](#)

[IOM, EQUIPPED TO ADAPT? Opportunities to Strengthen Pastoralists' Adaptive Capacity to Climate Change through the IGAD Protocol on Transhumance, 2022;](#)

IOM, Mobilité pastorale dans le contexte du changement climatique : cas du Mali, 2023;

[IOM, Regional Policies and Response to Manage Pastoral Movements within the ECOWAS Region, 2019;](#)

IOM. 2023. Draft Technical Guide on Integrating Human Mobility and Climate Change Linkages into Relevant National Planning Processes - Addressing Human Mobility-Related Challenges and Opportunities in the Context of Climate Change: A supplement to the UNFCCC Technical Guidelines on the National Adaptation Plan Process.

IOM. 2023a. Leveraging Human Mobility to Rescue the 2030 Agenda – IOM Flagship Report SDG Summit 2023. <https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/2023-09/iom-flagship-report-leveraging-human-mobility-to-rescue.pdf>

IOM. 2023b https://www.migrationdataportal.org/sites/g/files/tmzbd1251/files/2023-06/Final5_2023%20Climate%20Change%20and%20Human%20Mobility.pdf

IOM. 2023c. Project on “Implementing Global Policies on Environmental Migration and Disaster Displacement in West Africa”. <https://environmentalmigration.iom.int/implementing-global-policies-environmental-migration-and-disaster-displacement-west-africa>

IOM. Climate Migration in Urban Areas: Challenges, Representations and Inclusion. <https://environmentalmigration.iom.int/climate-migration-urban-areas-challenges-representations-and-inclusion>

IPCC 2014 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-Chap12_FINAL.pdf

Italy Article 20 bis of Legislative Decree 286/1998

Migrants4Climate (M4C): A New Decade to Act on Climate Change and Migration – A Climate Vulnerable Forum (CVF) Initiative in Partnership with IOM and GFMD. 2023. <https://thecvf.org/migrants4climate>

Mixed Migration Centre. Climate change, environmental stressors, and mixed migration: insights and key messages drawn from a decade of MMC research and 4Mi data collection. <https://mixedmigration.org/resource/climate-change-environmental-stressors-mixed-migration/>

Mixed Migration Centre. Climate mobility in Khartoum Process countries: an exploration of interventions.2022. <https://mixedmigration.org/resource/climate-mobility-khartoum-process-countries/>

Mixed Migration Review 2022. <https://mixedmigration.org/wp-content/uploads/2022/12/Mixed-Migration-Review-2022.pdf>

MMC Brief: Climate Migration in Mexican and Central American Cities. 2022. <https://www.mayorsmigrationcouncil.org/news/climate-migration-mexican-central-american-cities>

Mombauer, Link and van der Geest (2023). Addressing climate-related human mobility through NDCs and NAPs: State of play, good practices and ways forward, *Frontiers in Climate*. <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fclim.2023.1125936/full>

MPI. Efforts to Manage Climate Migration Are Slowly Growing, but their Focus is Often Indirect. 2023. <https://www.migrationpolicy.org/article/climate-mobility-development-projects>
Nansen Initiative's Agenda for the Protection of Cross-Border Displaced Persons in the Context of Disasters and Climate Change (“Nansen Protection Agenda”) 2015).

<https://disasterdisplacement.org/wp-content/uploads/2015/02/PROTECTION-AGENDA-VOLUME-1.pdf>

New Zealand: Welcoming Communities <https://www.immigration.govt.nz/about-us/what-we-do/welcoming-communities>

New Zealand's climate refugee visas: New Zealand's "Climate Refugee" Visas: Lessons for the Rest of the World - World | ReliefWeb. <https://reliefweb.int/report/world/new-zealands-climate-refugee-visas-lessons-rest-world#:~:text=In%20October%202017%2C%20New%20Zealand's,a%20year%20to%20New%20Zealand.>

Nigeria: <https://www.stories-undpnigeria.org/food-security-is-a-critical-factor-in-building-the-future-resilience-of-communities-in-northeast-nigeria>

ODI. Migration for climate action: how labour mobility can help the green transition. 2022 <https://odi.org/en/publications/migration-for-climate-action-how-labour-mobility-can-help-the-green-transition/>

OECD's "States of Fragility 2022" report. <https://www.oecd.org/dac/states-of-fragility-fa5a6770-en.htm>

OHCHR and PDD. Analysis on slow onset effects of climate change and human rights protection for cross-border migrants. 2018. <https://www.ohchr.org/en/documents/tools-and-resources/slow-onset-effects-climate-change-and-human-rights-protection-cross>

PDD and IOM. 2022. GCM baseline mapping analysis: <https://disasterdisplacement.org/portfolio-item/implementing-the-commitments/>

Platform on Disaster Displacement (PDD) and Kaldor Centre "Leaving Place, Restoring Home" (Bower, E. & Weerasinghe, S., 2021).

https://environmentalmigration.iom.int/sites/g/files/tmzbd1411/files/documents/PDD-Restoring_Home-2021-screen_compressed.pdf

Portuguese Development Cooperation Strategy (2030 PDCS). Reference framework for the implementation of the public policy on international development cooperation.

<https://nuoi.missaoportugal.mne.gov.pt/en/the-mission/news/portuguese-development-cooperation-strategy-2030>

RCM. 2016. Guide to Effective Practices for RCM Member Countries: Protection for Persons Moving Across Borders in the Context of Disasters.

<https://environmentalmigration.iom.int/sites/g/files/tmzbd1411/files/PROTECTION-FOR-PERSONS-MOVING-IN-THE-CONTEXT-OF-DISASTERS.pdf>

Report VI: Achieving a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all ; https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/111/reports/reports-to-the-conference/WCMS_876568/lang--en/index.htm

Secours Catholique. Migrations Environnementales : De plus en plus de gens vont partir du fait des dégradations environnementales. 2022. <https://www.secours-catholique.org/m-informer/nos-positions/migrations-de-plus-en-plus-de-gens-vont-partir-du-fait-des-degradations>.

Secours Islamique France (SIF). Position Paper: Overcoming the Internal Displacement Crisis. 2023. <https://www.secours-islamique.org/images/Nouveau-site/pdf/2023/SIF-Position.pdf>

SIF. Présenté son approche sur les personnes déplacées internes (PDI) [dans le Forum Humanitaire Européen 2023. 2023. <https://www.secours-islamique.org/crise-deplaces-internes-forum-humanitaire-europeen>

SLYCAN Trust (2022). Integrating human mobility into Nationally Determined Contributions and National Adaptation Plans. <https://www.slycantrust.org/knowledge-resources/integrating-human-mobility-into-nationally-determined-contributions-and-national-adaptation-plans>

Swiss Foreign Nationals and Integration Act. Art. 83 para. 4
<https://fedlex.data.admin.ch/filestore/fedlex.data.admin.ch/eli/cc/2007/758/20200401/en/pdf-a/fedlex-data-admin-ch-eli-cc-2007-758-20200401-en-pdf-a.pdf>

Szaboova (2023). Climate change, migration and rural adaptation in the Near East and North Africa Region, FAO. <https://www.fao.org/3/cc3801en/cc3801en.pdf>

Thalheimer, Choquette-Levy and Garip (2022). Compound impacts from droughts and structural vulnerability on human mobility, iScience.
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2589004222017631>

The African Union's Kampala Convention, <https://au.int/en/treaties/african-union-convention-protection-and-assistance-internally-displaced-persons-africa>
Report of the United Nations Secretary General "Our Common Agenda".
<https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/>

The Commission Staff Working Document 'Addressing displacement and migration related to disasters, climate change and environmental degradation'.
https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/swd_2022_displacement_and_migration_related_to_disasters_climate_change_and_environmental_degradation.pdf

The EU Commission Staff Working Document 'Climate change, environmental degradation, and migration' accompanying the EU Strategy on adaptation to climate change. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A52013SC0138>

The Danish Refugee Council's Global Displacement Forecast has a chapter on "Changing Climate, Changing Displacement" and covers links between climate, conflict and displacement. 2023
https://pro.drc.ngo/media/4c5hxa5c/230310_global_displacement_forecast_report_2023.pdf

The Pacific/ Fiji : <https://www.undp.org/pacific/projects/climate-security>

UCLG. Report on the session "Environment and climate change: Building a Human Rights approach at the local level" in Grenoble. https://www.uclg-cisd.org/sites/default/files/%5BReport%5D%20Session%20Environment%20HR%20Grenoble_ENG.pdf

UK Gov. Migration and global environmental change: future challenges and opportunities.
<https://www.gov.uk/government/publications/migration-and-global-environmental-change-future-challenges-and-opportunities>

UK Gov. Rapid evidence assessment on the impacts of climate change on migration patterns.
<https://www.gov.uk/research-for-development-outputs/rapid-evidence-assessment-on-the-impacts-of-climate-change-on-migration-patterns>

UN NEWS, 2018, <https://news.un.org/en/story/2018/04/1007552>

UN-CSW E/CN.6/2017/L.5, 27 March 2017, para.40(hh)) <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/LTD/N17/080/64/PDF/N1708064.pdf?OpenElement>

UNDP Bangladesh. Livelihoods improvement of urban poor communities project.
<https://www.undp.org/bangladesh/projects/livelihoods-improvement-urban-poor-communities-project>

UNDP Blog Ukraine. Nature-based solutions: the path from theory to results. 2021.
<https://www.undp.org/ukraine/blog/nature-based-solutions-path-theory-results>

UNDP Blog. Urban Resilience. 2022. <https://www.undp.org/blog/urban-resilience-addressing-old-challenge-renewed-urgency>

UNDP Blog. Why mayors matter in the migration equation. <https://www.undp.org/eurasia/blog/why-mayors-matter-migration-equation>

UNDP Climate Promise. Areas of Work: Urban Issues. <https://climatepromise.undp.org/what-we-do/areas-of-work/urban-issues>

UNDP Eurasia: <https://www.undp.org/eurasia/our-focus/climate-and-disaster-resilience>

UNDP Pacific Office. Resilience and Sustainable Development. <https://www.undp.org/pacific/resilience-sustainable-development>

UNDP Serbia: <https://www.undp.org/serbia/resilient-development%C2%A0>

UNDP. Study on Social and Employment Impacts of Climate Change and Green Economy Policies in Türkiye. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-07/7524096.pdf>

UNDP. URBAN RISK MANAGEMENT AND RESILIENCE STRATEGY. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2021-12/UNDP-Urban-Risk-Management-and-Resilience-Strategy.pdf>

UNDP. Social and economic benefits of a global ‘green revolution’ at risk, according to UNDP report. 2022. <https://www.undp.org/press-releases/social-and-economic-benefits-global-green-revolution-risk-according-undp-report>

UNDRR Words into Action guidelines <https://www.undrr.org/words-into-action/disaster-displacement-how-reduce-risk-address-impacts-and-strengthen-resilience>

UNFCCC. 2015 and 2023: National Adaptation Plans (NAPs) <https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/national-adaptation-plans>

UNFCCC. 2023. Synthesis Report: Views on the elements for the consideration of outputs component of the first global stocktake. <https://unfccc.int/documents/632292>

UNFCCC. Nationally Determined Contributions (NDCs) <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/nationally-determined-contributions-ndcs>

UNGA News. General Assembly Adopts Resolution Requesting International Court of Justice Advisory Opinion on States’ Obligations Concerning Climate Change. 2023. <https://press.un.org/en/2023/ga12497.doc.htm>

UNHCR Data Tool. IDP Law and Policy Instruments. <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrljoiZjVhYzhkMzItNDQ3MC00MGQyLThlMjltYzZmZDdkZjQ0ZTA2liwidCI6ImU1YzZM3OTgxLTY2NjQ0NDEzNC04YTBlLTY1NDNkMmFmODBiZSIsImMiOjh9>

UNICEF Report on Climate Mobility and Children: Summary Report: Climate Mobility and Children <https://www.unicef.org/globalinsight/media/1926/file/Summary%20Report:%20Climate%20Mobility%20and%20Children.pdf>

UNNM. 2021. Guidance Note on Regular Pathways for Admission and Stay for Migrants in Situations of Vulnerability. <https://migrationnetwork.un.org/resources/guidance-note-regular-pathways-admission-and-stay-migrants-situations-vulnerability>

UNNM. 2023. CLIMB Database: Human Mobility in the Context of Disasters, Climate Change and Environmental Degradation Database. <https://migrationnetwork.un.org/climb>

USA. Executive Order (EO 14013) “Rebuilding and Enhancing progress to Resettle Refugees and Planning for the impact of Climate Change on Migration” (WH Gov) <https://www.govinfo.gov/details>

USA. Houston housing buy in/buy out program: <https://recovery.houstontx.gov/buyout/>

Vietnam: ACCELERATING PRIVATE SECTOR ENGAGEMENT IN CLIMATE-RESILIENT AND LOW-EMISSION INVESTMENT OPPORTUNITIES : <https://www.undp.org/vietnam/projects/accelerating-private-sector-engagement-climate-resilient-and-low-emission-investment-opportunities-viet-nams-ndc-2019-2023>

World Economic Forum. Cities are key to regional migration solutions, but we must invest in them to succeed. 2023. <https://www.weforum.org/agenda/2023/04/cities-key-to-regional-migration-solutions-cities-summit-of-the-americas/>